

Veille d'actualité du deuxième trimestre 2022

Trimestre de malédiction et d'espoir : la guerre Russie Ukraine réforme complètement les flux des énergies fossiles et accélère la recherche de l'indépendance énergétique; le GIEC publie le troisième volet de son rapport, très volontariste, voire optimiste à condition de respecter les investissements monumentaux que la neutralité carbone en 2050 exige, pour une hausse de température de 1,5°C. Europe et France : impact sur la politique climatique. *Ce trimestre a connu d'innombrables événements ; cette veille ne reprend que ce qui nous semble le plus important pour la transition énergétique.*

« **Guerre** » **Russie-Ukraine** : La réaction extraordinaire de l'Ukraine contre la Russie a rassemblé davantage les pays de l'Union européenne soutenue aussi par les États-Unis et la Grande-Bretagne. Concernant l'énergie, l'Europe a finalement obtenu un accord de tous ses membres en décidant de rompre les fournitures de pétrole et de gaz d'ici la fin de l'année, parmi les sanctions destinées à la Russie, productrice majeure au niveau mondial, et beaucoup européenne; les pays européens dépendants très majoritairement de la Russie, dont la Hongrie, ont été écoutés. Les prix de ces énergies, déjà élevés, ont explosé, jusqu'à 130 €/bbl pour le pétrole, ce qui permet à la Russie de maintenir ses ressources financières momentanément. Il faut s'attendre à un maintien de cette situation, le temps de trouver un nouvel équilibre, dont les gaz et huiles de schistes aux États-Unis, les équipements de gaz naturel liquéfié, la suppression des quotas de l'OPEP, Russie associée, s'ils peuvent réatteindre leur niveau de production antérieure, et probablement un impact sévère mondial sur les consommations. De plus, ce choc encourage tous les pays à accélérer les projets liés à la transition énergétique, associant l'indépendance énergétique à la protection du climat. Mais les récentes restrictions de vente de gaz par Gazprom aux européens, puis l'arrêt total fin juin de ces ventes, ont « encouragé » le maintien ou l'augmentation de leur appel au charbon, espérée transitoire ; l'Allemagne, l'Italie, la Hollande et même l'Angleterre sont concernées et bien d'autres ; la France aussi mais à un niveau très faible. Déception : l'Allemagne va arrêter ses deux réacteurs nucléaires en fin d'année... mais promet l'arrêt du charbon en 2030 ; seules solutions : davantage de solaire et d'éolien, malgré une saturation menaçante, et bien sûr le gaz, dont le gaz liquéfié. Elle veut aussi utiliser le charbon avant le gaz ; est-ce très écologique ?

LE GIEC : Le 3eme volet du 6eme rapport du GIEC a été approuvé début avril par 195 pays. Le 1er volet était un constat de la situation 2020, alarmante par le faible rythme de l'évolution de la réduction des émissions de GES ; le 2eme volet concernait les conséquences provoquées par le dérèglement climatique, sollicitant une justice sociale tenant compte de différences importantes selon les pays. Le 3eme volet expose les solutions permettant de modifier la trajectoire actuelle. Il met en avant la sobriété et l'efficacité énergétique à tous les niveaux, changeant les modes de vie, dont les transports et l'habitat, et leur conception. Il est optimiste pour les réductions des émissions issues de l'industrie, responsable de 25% des émissions, soulignant que de nombreux procédés à émissions faibles sont en gestation, et un bon nombre en approche, ou déjà en phase pilote. « L'agriculture, la foresterie, la biodiversité, de nouvelles affectations des terres permettraient une réduction d'envergure des émissions,..., de même que le piégeage et le stockage du CO2 ». « La bonne nouvelle, c'est que l'argent ne manque pas ; il suffit de mettre les financements au service des solutions et non plus des problèmes » (source : sur Internet : Retour sur les trois volets du rapport du GIEC). Les scénarios du GIEC concernant les investissements nécessaires d'investissement pour la production électrique mondiale décarbonée d'ici 2032 donnent l'éolien et le solaire comme les principaux acteurs, de loin, environ 4 fois plus que pour le nucléaire et la capture du carbone, à peu près à égalité.

Europe et France : impact sur la politique énergétique : les importations européennes de charbon de Russie - 45%, pour environ 4 milliards d'euros - seront arrêtées début août pour les 27 pays européens, mais cela n'arrêtera pas la production électrique correspondante. Certains pays européens, qui auraient dû fermer une centrale charbon cette année, Allemagne, Angleterre par exemple, y ont renoncé ; d'autre comme l'Italie et la France l'envisagent ; la production européenne de charbon pourrait augmenter de 11% en 2022 *selon Rystad Energy*, dont en Grèce. L'Allemagne devant utiliser au maximum le gaz pour sa production électrique, le mécanisme de calcul du prix de gros de l'électricité sur le réseau européen, lié au gaz, maintiendra ou augmentera ce prix déjà très élevé ; l'Espagne et la France en sont victimes et n'ont pas encore réussi à convaincre l'ACER-Agence *européenne* de Coopération des Régulateurs de l'Energie- de changer de système : elle s'y oppose fermement. Pour les énergies renouvelables, le photovoltaïque reste un atout important, même sur des espaces restreints, et aussi pour « l'agrivoltaïque », culture sous panneaux, entre autres en France ; en revanche, l'éolien terrestre rencontre de grosses difficultés, notamment en Allemagne, pour des raisons d'acceptabilité ; l'éolien en mer a la faveur. Le nucléaire revient : la Hollande veut allonger la vie de son petit réacteur-500 MW- et en construire deux, sous réserve de trouver un stockage pour les déchets radioactifs ; la Belgique a déjà décidé de prolonger la vie des ses 3 réacteurs; l'Allemagne n'a pas suivi. La France veut maintenir une place conséquente du nucléaire dans son mix électrique, en construisant 6 à 14 EPR ; mais EDF traverse une période très difficile : aux problèmes de Flamanville et autres EPR de la Finlande et même en Grande-Bretagne, se sont ajoutées des fissures sur 12 réacteurs, entraînant une prévision de production en baisse en 2022 et 2023 ; les aspects économique et sociétal- embauche, formation- sont aussi très prégnants ; bien sûr, construire en série peut permettre au nucléaire d'être compétitif avec les électricités intermittentes, avec l'avantage essentiel d'être pilotable ; autre consolation : un rapport de l'OCDE indique que les réacteurs américains de 3eme génération, AP1000, ont des coûts identiques à ceux des EPR. Enfin, la France a créé en mai un nouveau ministère : le ministère de la transition énergétique. Trois dossiers sont déjà sur la table, pour la seule construction des nouveaux réacteurs, selon la SFEN (Société française de l'énergie nucléaire): concertation et débats publics, révision de la PPE (programmation pluriannuelle d'énergie), optimisation des phases préparatoires. Si la taxonomie du nucléaire et du gaz ne semble pas être enfin approuvée par l'Union européenne, les élections parlementaires montrent que le nucléaire est soutenu par une bonne majorité, ce qui peut faciliter les projets actuels, malgré les difficultés en cours.

PS : détail : date historique ? La France rejoint tous les pays producteurs d'électricité de l'éolien en mer ; c'est le 10 juin que le parc de St Nazaire a produit les premiers MWh français.

Transports : la commission européenne de l'environnement, ENVI, pdt. M. Canfin, a « réussi » à obtenir en juin l'accord du parlement européen sur sa proposition de mettre fin à la vente de voitures particulières à moteur thermique, y compris hybrides, (*ndlr : donc élimination des biocarburants à terme*), en 2035, dans le cadre du « fit for five » ; il précise un objectif de réduction des émissions des véhicules neufs de 20% en 2025 par rapport à 2021, 55% en 2030. 15 marques se sont engagées à atteindre le 100% en dix ans, dont Stellantis. Prochaine étape : vote des Etats membres.

Bruno Wiltz, 23/06/2022

Avec le concours de Gérard Houguères, Jean-Alain Taupy, Jean-François StMarcoux, Lionel Tacoen et des autres membres du comité qui s'y sont intéressés